

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/148  
24 février 1999

(99-0700)

Original: anglais/  
français

## LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LE MÉCANISME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DE L'OMC

### Communication des Communautés européennes

Les Communautés européennes ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 février 1999, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

En 1998, les besoins des pays en développement en matière de règlement des différends par le jeu du mécanisme de l'OMC ont beaucoup retenu l'attention et un certain nombre d'idées ont été émises à Genève en vue d'étudier les moyens de traiter cette question. En particulier, une proposition a été présentée par le Venezuela au printemps de 1998 dans le cadre du processus de réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Plus récemment, en octobre 1998, une autre proposition a été distribuée de manière informelle par un groupe de pays à Genève. L'accent mis sur le règlement des différends et l'utilisation qu'en font les pays en développement sont mieux compris si l'on a davantage conscience d'une manière générale de la nécessité de prendre en compte les préoccupations des pays en développement en ce qui concerne leur participation à l'OMC et leur capacité d'en tirer parti.

La Communauté a analysé les moyens d'accroître la participation des pays en développement aux procédures de règlement des différends de l'OMC. Une possibilité serait de chercher à renforcer les compétences du Secrétariat de l'OMC, dont l'expérience du système réglementaire de l'OMC est sans pareil. Cela nous a amené à suggérer de suivre une ligne de pensée reposant sur l'idée d'un renforcement de la capacité du Secrétariat de l'OMC de fournir une assistance technique au cas par cas, sans compromettre sa grande impartialité.

### I

Il est clair que les ressources dont dispose actuellement le Secrétariat de l'OMC pour fournir une assistance technique dans le cadre du mécanisme de règlement des différends sont insuffisantes. Ce point est mis en évidence dans la proposition du groupe de pays et est l'élément central de la proposition présentée par le Venezuela.

Actuellement, la Division de la coopération technique et de la formation de l'OMC emploie deux juristes à plein temps et deux consultants extérieurs à temps partiel, ainsi que d'autres consultants juridiques à temps partiel en cas de besoin, afin de donner des avis juridiques additionnels aux pays en développement, comme le prescrit l'article 27:2

Notre proposition consisterait à créer une nouvelle unité dotée d'un poste permanent et de quatre postes de consultants en plus des deux postes permanents existant actuellement au Secrétariat de l'OMC.

Pour renforcer la capacité du Secrétariat de l'OMC et compte tenu des tâches hautement qualifiées et sensibles qui lui sont confiées, il convient d'établir une unité autonome, comme l'a déjà suggéré le Venezuela, qui serait distincte de la Division de la coopération technique et de la formation. Le chef de cette unité devrait relever directement du Directeur général de l'OMC. En tout état de cause, il est important de mettre en relief le caractère unique de cette unité au sein du Secrétariat et s'assurer qu'elle soit séparée du reste de la structure. En outre, son fonctionnement devrait être financé par un trust fund distinct – auquel les Membres de l'OMC participeraient librement – destiné à cette unité.

## II

S'agissant des fonctions de la nouvelle unité, la Communauté estime qu'elles pourraient comprendre:

- une analyse préliminaire pour voir s'il apparaît que ce qui est perçu comme un problème commercial constitue une violation d'obligations ou droits dans le cadre de l'OMC; l'identification des dispositions pertinentes de l'OMC et/ou des précédents jurisprudentiels;
- des conseils pour la préparation des consultations envisagées dans le Mémoire d'accord et dans les Accords de l'OMC;
- une aide à la préparation d'un "dossier" faisant apparaître les points forts et les points faibles d'une affaire;
- une médiation sur demande (articles 5 et 24:2 du Mémoire d'accord) en vue de régler les différends à l'amiable, ce qui offrirait la possibilité de réduire le nombre d'affaires traitées dans le cadre du système.

L'unité n'aurait pas pour fonction de représenter les Membres de l'OMC dans les groupes spéciaux. La présentation juridique des arguments dans les communications au groupe spécial et les exposés oraux pendant les audiences sont des tâches qui incombent aux conseils juridiques, qu'ils soient employés dans l'Administration ou recrutés à l'extérieur. L'unité pourrait néanmoins donner des renseignements sur les juristes spécialisés dans ces domaines. Cela ne signifie cependant pas qu'il ne pourrait pas être demandé d'avis au Secrétariat, comme envisagé à l'article 27:2 du Mémoire d'accord, pendant toute la procédure de règlement d'un différend. L'unité pourrait fort bien faire des recherches et donner des avis sur les droits et obligations existants ainsi que sur les éventuels précédents jurisprudentiels, en pleine conformité avec le principe de l'impartialité.

## III

Un autre aspect important pour lequel il y a convergence de vues dans les propositions existantes est la nécessité de créer une expertise juridique dans les pays en développement eux-mêmes en formant spécialement des juristes dans le domaine du règlement des différends à l'OMC. Pour que ce programme de renforcement des capacités soit aussi efficace que possible, la formule de la formation sur place semble être la plus appropriée. La proposition présentée par un groupe de pays indique que le centre offrirait des bourses de formation sur place aux fonctionnaires qui s'occupent de questions juridiques intéressant l'OMC.

Nous voudrions proposer une approche concernant les bourses de formation sur place à laquelle seraient associés tous les Membres de l'OMC ou, si cela n'est pas possible, au moins tous les membres de l'UE et le Secrétariat de l'OMC.

Dans le cadre de cette nouvelle proposition, nous proposerions des programmes de formation sur place à des stagiaires en droit/juristes des pays en développement. Ils travailleraient avec notre (nos) expert(s) juridique(s) à la délégation des CE et dans les missions des Membres pouvant offrir cette possibilité à Genève, ou alors dans les administrations nationales. Chaque participant bénéficierait d'une bourse pendant un an. Cela permettrait à la seule UE de former directement à Genève entre 30 et 50 juristes aux questions dont s'occupe l'OMC pendant trois ans (jusqu'à 10-16 juristes par année). Ces juristes pourraient ensuite retourner dans leurs administrations nationales ou être nommés à Genève pour travailler pour leurs gouvernements pendant un nombre minimum d'années. Ils pourraient aussi former une association pour collaborer les uns avec les autres une fois qu'ils auraient achevé le programme d'un an. Ils auraient alors établi de bons rapports personnels aussi bien au sein de leur groupe que dans la communauté des experts juridiques en questions commerciales.

D'autres pays développés Membres de l'OMC, comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Norvège et le Japon seraient invités à participer à ce programme. Dans ce cas, le Secrétariat de l'OMC pourrait s'occuper d'assortir l'offre à la demande. Si les autres choisissent de ne pas adhérer, nous devons nous arranger (éventuellement à partir de Genève). On pourrait également envisager la possibilité que les stagiaires passent le premier mois au Secrétariat de l'OMC ou suivent un séminaire général sur les questions intéressant l'OMC, etc. Si le programme est un succès, la création d'une fondation chargée de le gérer pourrait être envisagée à terme.

La proposition concernant la formation sur place en matière de règlement des différends pourrait aussi être appliquée à d'autres domaines particuliers dont s'occupe l'OMC ou même à des programmes généraux d'information sur l'OMC, comme le "Programme for Trainees" au Secrétariat de l'OMC financé par les Pays-Bas. Les Membres pourraient étudier la possibilité d'offrir des bourses de formation sur place pour les ADPIC et les services. Les stagiaires seraient tenus à la confidentialité.

#### IV

En conclusion, la Communauté estime que l'on pourrait développer la fourniture d'avis juridiques aux pays en développement Membres de l'OMC:

- en créant sous l'égide de l'OMC une nouvelle unité qui constituerait un Centre consultatif sur la législation de l'OMC,
- en dotant cette unité de cinq juristes employés à plein temps et
- en complétant l'initiative par un solide programme de formation sur place destiné à renforcer les capacités, comme décrit au point III.

## **PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET LE SYSTÈME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉREND**

### *Aspects relatifs au financement de la proposition communautaire*

Les États Membres ont demandé des clarifications au sujet des coûts de fonctionnement du Centre consultatif sur la législation de l'OMC, ainsi que du programme de formation sur place.

#### La nouvelle unité OMC

Supposons que le Centre de l'OMC soit composé de:

- 1 Chef d'Unité, fonctionnaire OMC
- 4 juristes, dont un fonctionnaire et trois sous contrat temporaire
- 1 assistant
- 1 secrétaire

Il ne coûterait que dans l'ordre de 1 million de FS, soit à peu près 625 000 Euros par an au total.<sup>1</sup> Mais en réalité moins encore, car cette somme inclut les coûts inscrits dans le budget OMC à présent pour le fonctionnement de la petite unité déjà existante (et qui peuvent être chiffrés à environ 290 000 FS, soit 180 000 Euros). Donc la proposition communautaire appellerait des nouvelles contributions pour moins de 800 000 FS, soit 440 000 Euros.

Le Centre ne coûterait rien aux PVD qui en tireraient tous les avantages. Il coûterait un dixième seulement par rapport à d'autres solutions plus complexes.

#### Le Trust Fund

Tout État Membre de l'OMC pourra participer librement. La question de la contribution directe de la Communauté en tant que telle est ouverte. Toutefois, le budget communautaire pour 1999 ne prévoit pas d'engagements à cet effet. Pour une action en 2000, par contre, la demande devrait être soumise à la fin du mois d'octobre de cette année, selon les procédures du budget communautaire.

#### Le système des bourses de formation sur place

L'expérience la plus proche est celle du "Programme for Trainees" financé par les Pays-Bas, à présent dans sa première année de mise en œuvre. Le coût par stagiaire et par an a été chiffré autour de 180 000 FS en tenant compte du salaire standard du fonctionnaire "professionnel", plus les coûts des déplacements, y inclus pour la sélection des candidats. Étant donné que les participants aux nouvelles bourses ne travailleraient pas auprès du Secrétariat de l'OMC et qu'il s'agirait en tout cas de personnes à assimiler à des jeunes fonctionnaires, les chiffres nécessaires peuvent varier.

Si le programme est appuyé par plusieurs Membres de l'OMC le système du "trust fund" géré par l'OMC demeure le plus approprié. Si la Communauté seule devait offrir cette opportunité aux juristes des pays en voie de développement, d'autres solutions pourraient être envisagées, notamment la création de bourses selon les règles propres à chaque administration nationale. Une solution qui a l'avantage de la simplicité, mais moins de visibilité vis-à-vis de l'OMC.

---

<sup>1</sup> Ce calcul est basé sur les chiffres du budget prévisionnel 1999 de l'OMC. Pour un fonctionnaire "Professionnel" (niveaux 7 à 10) le coût standard prévu est de 168 000 FS/an et pour un fonctionnaire "Services généraux" (niveaux 1 à 7) sont prévus 121 000 FS/an.